

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°276 DU LUNDI 15 MAI 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

**DYSFONCTIONNEMENTS DE
L'APPAREIL JUDICIAIRE**

Les avocats laissent éclater leur colère

P.2



Édito à vue d'Aigle

Les chefs religieux entre le marteau et l'enclume !

Au regard des derniers développements de l'actualité sociopolitique, l'on pourrait se permettre de dire que les chefs religieux se trouvent coincés, à leur corps défendant, entre le marteau des autorités de la transition et l'enclume des Forces vives de Guinée reconstituées autour des principales entités sociopolitiques du pays. Après ce que d'aucuns considèrent, à tort ou à raison, comme l'échec de leur médiation pour rapprocher véritablement les positions par rapport à la conduite de la transition, des manifestations ont été organisées les 10 et 11 à Conakry, avec le lourd bilan que l'on sait (7 morts selon les organisateurs)... P.2

CAS DE MORTS LORS DES MANIFS P.2



**Cellou Dalein Diallo
condamné et menace**

EDUCATION P.4

**SYNDICAT NATIONAL
DE L'EDUCATION**



**Vers le boycott des
examens nationaux ?**

SITUATION SOCIOPOLITIQUE
TENDUE EN GUINÉE P.4



**Ousmane Gaoual pointe
un doigt accusateur
vers Cellou Dalein Diallo**

MISE EN LIBERTÉ DE FONIKÉ MENGUÈ ET CIE P.3
Ce qu'en pense Me Salifou Beavogui

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME
**Une maison dédiée aux victimes
en Guinée** P.5

COMMUNIQUE

**Dr Moro Achiou SIDIBE,
ophtalmologiste tradi-praticien
spécialiste de traitement
de maux d'yeux.** P.10



Édito à vue d'aigle



Les chefs religieux entre le marteau et l'enclume !

Au regard des derniers développements de l'actualité sociopolitique, l'on pourrait se permettre de dire que les chefs religieux se trouvent coincés, à leur corps défendant, entre le marteau des autorités de la transition et l'enclume des Forces vives de Guinée reconstituées autour des principales entités sociopolitiques du pays. Après ce que d'aucuns considèrent, à tort ou à raison, comme l'échec de leur médiation pour rapprocher véritablement les positions par rapport à la conduite de la transition, des manifestations ont été organisées les 10 et 11 à Conakry, avec le lourd bilan que l'on sait (7 morts selon les organisateurs). Au sortir d'une réunion qu'ils ont eue le dimanche 14 mai avec le Premier ministre, Dr Bernard Goumou, les chefs religieux ont d'abord déploré ces événements malheureux qui ont endeuillé des familles, avant d'appeler les Forces vives de Guinée à renoncer à leurs manifestations prévues les deux prochaines semaines. « Les chefs religieux exhortent les acteurs des forces vives à se résoudre à rejoindre le cadre de dialogue inclusif, comme envisagé lors des négociations

afin de poursuivre la recherche de solutions à toutes les préoccupations dans un esprit de quiétude et de concorde nationale. Les chefs religieux réaffirment leur disponibilité à poursuivre leur rôle de médiation afin de maintenir la quiétude sociale au sein de notre pays », ont indiqué les chefs religieux dans leur déclaration.

Le même jour, le Comité d'organisation des Forces vives a défini, à travers un communiqué publié dans la presse, l'itinéraire des marches pacifiques des 17 et 18 mai. Comme pour dire que l'appel des religieux ne semble pas tombé dans des oreilles attentives pour le moment.

« Le Comité d'Organisation des Forces Vives de Guinée (FVG) informe l'opinion nationale que les marches pacifiques pour le retour rapide à l'ordre constitutionnel dans le Grand Conakry prévues le mercredi 17 et le jeudi 18 Mai 2023, auront pour points de départ, le rond-point de la Tannerie et le rond-point de Cosa et pour points d'arrivée le Palais du peuple et le stade du 28 septembre où se tiendront des meetings géants afin d'interpeller les autorités de la transition sur la nécessité pour notre pays de renouer avec l'ordre constitutionnel normal en demandant la libération des otages du CNRD et un dialogue fécond, afin que la Guinée soit un pays démocratique et vertueux.

Les lettres d'information seront déposées au niveau des communes traversées conformément au délai imparti.

Par ailleurs, nous demandons aux citoyens pro-démocratie de respecter et de faire respecter les consignes du guide du manifestant déjà disponible depuis des semaines pour que ces mobilisations patriotiques soient une autre preuve éloquente de notre volonté de réussir la transition entamée le 05 septembre 2021 », a écrit le Comité d'Organisation des Forces Vives de Guinée (FVG).

Les Guinéens vont-ils descendre à nouveau dans la rue, à l'appel des Forces vives de Guinée, pour protester contre la façon dont la transition est en train d'être conduite par le colonel Mamadi Doumbouya, avec tous les risques que cela comporte ? C'est la question que l'on se pose, avec beaucoup d'inquiétude.

Kéfina Diakité

CAS DE MORTS LORS DES MANIFS

Cellou Dalein Diallo condamné et menace

Le président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) a condamné avec fermeté les cas de mort enregistrés dans les manifestations appelées par les Forces Vives de Guinée les 10 et 11 mai 2023 à Conakry. Au total, sept jeunes ont perdu la vie dans ces manifestations sur l'Axe Le Prince et plus d'une trentaine de blessés y compris des cas d'arrestations. C'est ce qui ressort du bilan établi par les acteurs sociopolitiques opposés à la conduite de la transition dirigée par le colonel Mamadi Doumbouya.



Absent du pays, le président de l'ANAD, une coalition membre des FVG n'a pas digéré ces tueries perpétrées contre les manifestants. À travers les réseaux sociaux, le principal opposant d'Alpha Condé a condamné la manière avec laquelle cela s'est produit.

« Je suis profondément indigné par l'ampleur du carnage perpétré contre de jeunes manifestants à l'occasion de la marche appelée par les FVG pour les journées des 10 et 11 mai 2023.

Sept citoyens ont été abattus à bout portant et plusieurs autres dizaines dont un bébé de 6 mois ont été blessés par balles.

Ces crimes ont été commis avec la participation visible et documentée de la garde rapprochée du Président du CNRD, le colonel Mamadi Doumbouya, alors qu'au même moment, se tient le procès du massacre du 28 septembre censé sonner le glas de l'impunité et des crimes d'Etat dans notre pays.

Ces 7 morts portent à 24 le nombre de victimes impunies du CNRD depuis qu'il a décidé de réprimer dans le sang toute manifestation dans les rues et sur les places publiques », a dénoncé le président de l'UFDG.

Le silence de la communauté internationale face à ces tueries qui portent au nombre de vingt-quatre

depuis l'avènement du CNRD, n'est pas apprécié par l'ancien Premier ministre.

« Je déplore le silence de la communauté internationale face à ces crimes et à l'impunité qui les encourage.

L'UFDG œuvrera avec l'ANAD et les FVG, pour que ces innocentes victimes du CNRD aient droit à la justice et à la réparation.

L'UFDG et ses alliés ne tarderont pas à tirer toutes les conséquences de ces assassinats délibérés et ciblés de pauvres citoyens dans l'exercice de leurs droits et libertés et qui enlèvent à la junte toute légitimité de diriger notre pays », a-t-il prévenu. Et d'ajouter : « J'adresse mes condoléances émues aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux nombreux blessés.

Le temps de la justice, de la réparation, et même des hommages de la République, viendra. Inéluctablement.

C'est notre devoir de le préparer en continuant, avec encore plus de détermination, le combat pour le respect des droits et libertés des Guinéens.

Samuel Demba. D



INTERVIEW

DYSFONCTIONNEMENTS DE L'APPAREIL JUDICIAIRE

Les avocats laissent éclater leur colère

Le Barreau de Guinée est très remonté contre l'appareil judiciaire concernant certaines décisions prises dernièrement. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la manière dont les activistes de la société civile (Fonikè Menguè, Ibrahima Diallo et Bilo Bah, tous membres du Front National pour la Défense de la Constitution) ont été libérés. Alors que les Conseils de ces activistes avaient tout le temps réclamé un procès pour leurs clients détenus depuis neuf mois à la maison centrale de Coronthie, le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux en commun accord avec les leaders religieux, a décidé de les libérer la première journée des manifestations appelées par les Forces Vives de Guinée. Ce qui a suscité l'indignation des hommes en robe noire qui ne sont pas contre la libération de ces acteurs mais contre l'immixtion de l'exécutif dans le judiciaire, ceci, en violation des principes élémentaires du droit. Pour manifester son ras-le-bol, l'Ordre des Avocats de Guinée a décrété la journée du lundi 15 mai, comme journée sans audience sur toute l'étendue du territoire national. Pour en savoir davantage, votre hebdomadaire a eu un entretien avec le patron du Barreau de Guinée.



eu à s'immiscer dans le fonctionnement du judiciaire.

L'Aigleinfos : Si on vous comprend bien, c'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase c'est la libération des membres du FNDC sans jugement ?

Me Mamadou Diop Souaré : C'est cela. En fait, le Barreau ne va jamais se réjouir de la détention d'un citoyen. Mais comme la loi elle-même a aménagé la procédure, il faut que cette procédure soit respectée ? Je crois que Fonikè Menguè et Cie savent en âme et conscience que la loi a été violée pour leur libération.

L'Aigleinfos : Au regard de tout ce qui se passe dans l'appareil judiciaire, quelle lecture faites-vous de la déclaration du Président de la transition qui veut que la Justice soit la boussole de cette transition ?

Me Mamadou Diop Souaré : La direction de cette boussole, se trouve dans les mains des magistrats. C'est à

eux d'orienter cette boussole vers la direction qu'elle doit prendre. C'est à eux seuls. Ce n'est ni à l'exécutif, ni aux religieux ni à un quelconque pouvoir que celui du judiciaire. Donc la responsabilité incombe aux magistrats car c'est à eux de juger et de faire de cette boussole un instrument de protection des libertés individuelles des citoyens guinéens.

L'Aigleinfos : Ces activistes dont il s'agit crouissaient à la maison centrale depuis près de dix mois, et le Barreau n'a jamais dénoncé cette détention. C'est lorsqu'ils sont libérés que vous vous insurgez contre...

Me Mamadou Diop Souaré : Le Barreau n'est pas une institution qui est chargée de défendre individuellement ou personnellement un citoyen. Nous défendons les valeurs de justice et de droit. Et mieux, ces activistes ont leurs Conseils. Dans ce dossier, il y a les deux parties c'est-à-dire la partie civile et la défense.

Donc, le barreau n'a pas à s'immiscer dans ce procès, dans le fonctionnement de ce procès dès lors que les deux parties ont des avocats sauf s'il y a une violation de la procédure puisque le Barreau est un organe de défense des droits humains qui a même le droit de se constituer partie civile en cas de violation des droits humains.

L'Aigleinfos : Après la journée du 15 mai 2023, que vous avez déclarée journée sans audience, quelle autre forme de protestation envisagez-vous ?

Me Mamadou Diop Souaré : Nous suivons l'évolution de la situation. En fonction de ça, le Barreau avisera.

L'Aigleinfos : Merci Maître pour tous ces éclaircissements ?

Me Diop Mamadou Souaré : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

L'Aigleinfos : Vous êtes désolidarisés d'une décision du Garde des Sceaux. Dites-nous en plus

Me Mamadou Diop Souaré : Nous avons dénoncé le dysfonctionnement de l'appareil judiciaire comme tout le monde le constate en Guinée. Il n'appartient pas à un pouvoir politique ou religieux, de s'immiscer dans

le judiciaire pour obtenir la mise à disposition des personnes détenues en vertu d'une décision de justice. Cet état de fait est inquiétant pour un Etat, c'est une menace de liberté individuelle, c'est une démission des magistrats, je ne parlerais pas d'irresponsabilité mais c'est une démission du juge. Si le juge jouait normalement son rôle, les autres n'auraient pas

MISE EN LIBERTÉ DE FONIKÉ MENGUÈ ET CIE

Ce qu'en pense Me Salifou Beavogui

Le mercredi 10 Mai 2023, après 10 mois de détention pour participation délictueuse à un attroupement, association de malfaiteurs, coups et blessures et destructions de biens publics, le coordinateur national du FNDC, Oumar Sylla alias Fonikè Menguè et ses compagnons Ibrahima Diallo et Mamadou Billo Bah ont été libérés. Une mise en liberté à laquelle a réagi Me Salifou Béavogui.

«On se réjouit quand même qu'ils soient en liberté. Mais nous condamnons avec la dernière énergie la procédure qui a été utilisée pour leur libération. Dès lors que cette libération est irrégulière, tout porte à croire que la justice n'a servi que de tremplin. Ils étaient censés être à la disposition de la justice, écroués à la maison centrale

de Conakry. Mais le dossier était traité ailleurs (...) Nous avons finalement compris que c'est la pression, les interventions ou que c'est le pouvoir qui a finalement décidé de les libérer comme ils les avaient arrêtés. Hier, la cour suprême a rejeté le pourvoi dilatoire qui a été introduit par le parquet général. À la suite de ce pourvoi, on devait se

retrouver ce matin où dans les jours à venir au tribunal de première instance de Dixinn pour que la justice nous dise pourquoi ils ont été privés de leur liberté; pour qu'on se défende et qu'elle décide en toute souveraineté», a fait remarquer Me Salifou Béavogui.

« On les a forcés de quitter la prison contre leur gré, contre



nous-mêmes notre gré et sans condition. Sous la base d'un simple ordre de mise en liberté du parquet général qui n'est pas en soi une décision de

justice. Nous ne pouvons pas être d'accord. La loi a été violée», a-t-il ajouté.

Mamadou Saïdou

EDUCATION

Vers le boycott des examens nationaux ?

Les enseignants contractuels de Guinée expriment leur colère contre les autorités éducatives et le Président de la transition. Après sept mois de cours sans primes, ces contractuels de l'Etat risquent d'empêcher le déroulement des examens nationaux si leurs arriérés ne sont pas payés. Ils l'ont fait savoir au cours d'un point de presse tenu le vendredi 12 mai 2023 à Matoto, à travers le Syndicat National de l'Education.



Sept mois d'enseignement sans salaires, c'est ce que réclament ces enseignants contractuels dont la plupart sont dans le pays profond. Aujourd'hui, ils tirent le diable par la queue et ne savent plus à quel saint se vouer après des services rendus à l'Etat. Certainement, ce scénario n'était pas imaginable à l'avènement du CNRD, le 05 septembre 2021.

« Imaginez une personne qui a accepté de se priver de la télévision, de l'eau glacée, de la bonne nourriture et aller servir dans des localités où on ne voit même pas de véhicules pendant des mois, sans salaire. Cela nous fait dire encore une fois que l'éducation n'a jamais été une priorité de nos dirigeants. On ne pensait que cela pouvait se reproduire sous le règne du CNRD, dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya après les promesses faites au lendemain de la prise du pouvoir. J'ose le dire car les enseignants contractuels sont en train de mourir à petit feu. Nous avons des amis qui ont perdu leur foyer, qui ont des enfants déscolarisés, qui n'ont plus rien à mettre dans la marmite pour se nourrir. Certains sont délogés parce qu'ils n'arrivent plus à payer le loyer. Tout ça parce qu'ils ont accepté de servir loyalement l'école de la République. Nous avons cru

aux promesses faites en octobre dernier lors du recrutement. Parmi tout ce qui nous a été dit, si une promesse a été tenue c'est la paie d'un million comme salaire sur sept mois de cours », a dénoncé Alsény Mabinty Camara, le Coordinateur national des enseignants contractuels.

A la suite des protestations organisées par ceux-ci pour dénoncer cette attitude des autorités à leur égard, le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation a décidé de procéder à l'authentification des dossiers de ces enseignants pour maîtriser leur effectif.

« Nous rencontrons toute sorte de personnes dans le fichier des enseignants contractuels et aujourd'hui nous sommes confrontés à l'assainissement de ce fichier, c'est bien vrai mais cela ne relève pas de notre responsabilité. S'ils les ont recrutés et ceux-ci ont servi pendant sept mois, en contrepartie ils doivent les payer en intégralité », a-t-il insisté.

Huit des dix-sept mille fonctionnaires mis à la retraite sous le CNRD, viennent de l'Education. Ces enseignants contractuels se demandent pourquoi le ministre de la Fonction publique tarde à combler ce vide.

« La finalité de tous les combats que nous sommes en train de mener, c'est notre intégration à la Fonction publique. On envoie les gens à la retraite et on refuse de nous recruter. On ne sait pas pourquoi. On veut plus être des enseignants contractuels. Nous voulons être des fonctionnaires », a martelé Alsény Mabinty Camara.

Le Syndicat national de l'Education suit de près cette situation. Michel Pépé Balamou estime qu'il est nécessaire que les autorités prennent leurs responsabilités pour éviter que les examens scolaires soient sabotés.

« Il y a des maires, des préfets et qui m'ont dit clairement, monsieur allez vous battre parce que les contractuels disent s'ils ne sont pas payés, ils vont jeter des cailloux sur les centres d'examens. Nous pensons que le gouvernement ferait en sorte que ce scénario ne se produise pas ».

A en croire le Secrétaire général du SNE, le Premier ministre a donné des instructions au ministre Mory Condé de procéder au paiement de ces arriérés. En attendant que cela soit effectif, certaines localités du pays ont cessé les cours par manque d'enseignants.

Samuel Demba. D

SITUATION SOCIOPOLITIQUE TENDUE EN GUINÉE

Ousmane Gaoual pointe un doigt accusateur vers Cellou Dalein Diallo

Le vendredi 12 mai 2023, sur les ondes d'Espace FM, Ousmane Gaoual Diallo, le porte-parole du gouvernement et ministre des Postes et Télécommunications a pointé un doigt accusateur vers le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo, dans l'exacerbation des tensions autour de la transition guinéenne.



Les 10 et 11 mai, lors des manifestations à l'appel des Forces vives de Guinée, l'on a enregistré des cas de morts et des blessés. Les organisateurs ont dressé un bilan de 7 morts. Ce qui, par la suite, a été démenti par les autorités. Le vendredi 12 mai 2023, sur les ondes d'Espace FM, Ousmane Gaoual Diallo, le porte-parole du gouvernement et ministre des Postes et Télécommunications a pointé un doigt accusateur vers le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo, qui, lors d'une sortie, a dit regretter le silence de la communauté internationale sur les cas de morts enregistrés lors des manifestations. « Il est inutile de s'indigner et d'attiser les tensions le lendemain pour qu'il y ait des victimes. Peu importe l'auteur de ces crimes et les raisons qui ont motivé ces assassinats et ces meurtres. Je pense qu'à un moment donné, il doit se réveiller et assumer cette responsabilité », a martelé Ousmane Gaoual Diallo. Pour

lui, les leaders qui poussent à l'exacerbation des tensions ont une responsabilité évidente et doivent considérer qu'ils sont également responsables de ce qui se passe dans le pays. « Le gouvernement a fait ce qu'il fallait, mais les leaders doivent écouter et trouver des compromis lors des dialogues, plutôt que de dicter leurs exigences. », a-t-il indiqué, tout en reprochant aux acteurs sociopolitiques de ne pas jouer pleinement leur rôle dans l'éducation de leurs militants. Mais beaucoup d'observateurs de la scène politique guinéenne de ces treize dernières années, pensent que l'ancien député uninominal de Gaoual, qui se faisait appeler "Gorkö Soussai", n'est pas la personne la mieux indiquée pour donner des leçons à son ex-mentor avec lequel le divorce semble définitivement consommé. Sous Alpha Condé, Ousmane Gaoual Diallo ne se faisait pas prier pour descendre dans la rue et ne prenait jamais de gant pour tirer à boulets rouges sur le régime d'alors.

Mamadou Saïdou

MARCHES PACIFIQUES DES 17 ET 18 MAI

Les itinéraires définis par le Comité d'Organisation des Forces Vives de Guinée

Le dimanche 14 mai, le Comité d'Organisation des Forces Vives de Guinée (FVG) a défini les itinéraires des marches pacifiques projetées à Conakry les 17 et 18 mai pour protester contre la façon dont la transition est conduite par le colonel Mamadi Doumbouya et son gouvernement.

« Le Comité d'Organisation des Forces Vives de Guinée (FVG) informe l'opinion nationale que les marches pacifiques pour le retour rapide à l'ordre constitutionnel dans le Grand Conakry prévues le mercredi 17 et le jeudi 18 Mai 2023, auront pour points de départs, le rond-point de la Tannerie et le rond-point de Cosa et pour points d'arrivées le Palais du peuple et le stade du 28 septembre où se tiendront des meetings géants afin d'interpeller les autorités de la transition sur la nécessité pour notre pays de renouer avec l'ordre constitutionnel normal en demandant la libération des otages du CNRD et un

dialogue fécond, afin que la Guinée soit un pays démocratique et vertueux. Les lettres d'informations seront déposées au niveau des communes traversées conformément au délai imparti. Par ailleurs, nous demandons aux citoyens pro-démocratie



de respecter et de faire respecter les consignes du guide du manifestant déjà disponible depuis des semaines pour que ces mobilisations patriotiques soit une autre preuve éloquente de notre volonté de réussir la transition entamée le 05 septembre 2021.

Lesdits itinéraires se

présentent comme suit :

Mercredi 17 Mai 2023 :

Point de rassemblement : Rond-point de la Tannerie

Point d'arrivée : Esplanade du Palais du peuple

Zones traversées : Yimbaya, Aéroport Gbessia, Gbessia Kondebougni, Bonfi, Carrière,

Kenien, Madina, Donka, Moussodougou, Esplanade du Palais du peuple.

Jeudi 18 MAI 2023 :

Point de rassemblement : Rond-point COSA

Point d'arrivée : Esplanade Stade du 28 Septembre

Zones traversées : Cosa,

Bembeto, Hamdallaye, Minière, Belle vue, Dixinn, Esplanade stade du 28 septembre.

Les FVG félicitent toutes ses antennes du Grand Conakry et de l'extérieur du Pays pour le travail déjà accompli en vue de sauver la Patrie. Elles les invitent à resserrer les rangs autour de notre idéal de démocratie pour encore plus de mobilisation et de détermination, jusqu'à la victoire finale.

En fonction de l'évolution de la situation, des consignes précises seront données en vue d'une meilleure coordination de nos actions dans le Grand Conakry.

Que l'esprit citoyen et civique guide nos pas.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons ! », a écrit

le Comité d'Organisation des FVG.

Mamadou Saïdou

Violations des droits de l'homme Une maison dédiée aux victimes en Guinée

Le vendredi 12 mai, à la faveur d'une conférence de presse, le centre d'assistance juridique et judiciaire des victimes de violations des droits de l'homme en Guinée a lancé ses activités.

Parlant des objectifs visés par ce centre d'assistance juridique et judiciaire des victimes de violations des droits de l'homme en Guinée, Oumou Salamata Bah, membre de la coalition, a dit ceci : « Les objectifs principaux du Centre d'assistance juridique et judiciaire des victimes de violations des droits de l'Homme sont : lutter contre l'impunité des atrocités passées et récentes, déployer des efforts auprès des juridictions du pays et à l'étranger, notamment devant la Cour de Justice de la Communauté de la CDEAO, pour identifier les présumés auteurs des violations des droits de l'Homme, organiser des campagnes de plaidoyer

pour la fin de l'impunité, informer et sensibiliser les citoyens sur l'aide juridictionnelle, accompagner les victimes à travers des Avocats expérimentés devant les cours et tribunaux, organiser des campagnes de communication radiophonique sur l'aide juridictionnelle, créer une base de données de statistiques des cas de violations des droits de l'homme, vulgariser le mécanisme d'aide juridictionnelle à travers un manuel en bandes dessinées... Pour atteindre les objectifs du projet de centre d'assistance juridique et judiciaire pour les victimes de violations des droits de l'Homme, la Coalition Guinéenne pour la Cour

Pénale Internationale compte sur la collaboration du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et de tous les acteurs de la chaîne pénale, particulièrement l'engagement de la société civile, de la participation des victimes à travers les récits et témoignages lors des auditions, la coopération de la médecine légale, l'implication des médias publics et privés et le soutien des partenaires internationaux »

Un ouf de soulagement et un espoir donc pour les victimes des violations des droits de l'homme qui, très souvent, éprouvent toutes les peines du monde à se faire rétablir dans leurs droits.

Mamadou Saïdou

KARAMO NABÉ DU RPG ARC-EN-CIEL « C'est aux Guinéens de prendre leur responsabilité... »

Dans un entretien téléphonique accordé à nos confrères de Guineenews, Karamo Nabé, Coordinateur du RPG Europe, s'est prononcé sur la situation sociopolitique qui prévaut actuellement en Guinée. Pour lui, c'est aux Guinéens de prendre leur responsabilité pour la changer positivement et que ce ne serait pas la médiation des religieux qui ait abouti à la libération de Foniké Mengué et Cie.

« On n'a jamais cru en cette junte. Et nous ne pensons même pas que c'est la médiation des leaders religieux qui ait abouti à cette libération. C'est plutôt la situation de crispation totale dans le pays et le fait que la mal-gouvernance ait atteint son paroxysme. Les gens souffrent. Il y a des problèmes d'électricité, d'eau... pendant qu'il y a les responsables de la transition qui roulent dans des grosses cylindrées. Aujourd'hui, le seul langage que cette junte entend, c'est le langage de la force. Et au-delà des manifestations, il y a aussi les syndicats les

enseignants contractuels. Il y a aussi un malaise total dans l'armée qui a abouti récemment à la dissolution du bataillon spécial de la sécurité présidentielle, de cette brigade d'intervention rapide du côté de Soronkoni et beaucoup d'autres problèmes. Malgré les propos fallacieux du général Sadiba, tout cela s'est matérialisé par son limogeage deux fois en 24 heures. Nous pensons que la junte commence à prendre peur et c'est ce qui amène la junte à cette décrispation. La médiation des leaders religieux n'a rien à voir avec ça et que cette dernière n'aboutira pas. Pour nous, le seul langage que cette junte entend, c'est le langage de la force et c'est aux Guinéens, seul aux Guinéens de prendre leur responsabilité. Que ce soit des acteurs civils, de l'armée ou des partis politiques de faire de sorte que cette pression fasse changer les choses pour toujours, puisque dès que ces gens-là ont un petit recul, ils vont encore frapper plus fort », a-t-il confié au site Guineenews.

Mamadou Saïdou

ANNIVERSAIRE

Le PDG-RDA souffle ses 76 bougies !

A l'occasion de son 76^{ème} anniversaire, le PDG-RDA, à travers un écrit, a rappelé le combat mené par cette formation politique qui a conduit la Guinée à l'indépendance le 2 octobre 1958. Lisez...

« 76 ans de vie combattante, le PDG-RDA n'en finit pas de lutter ! Le Parti Démocratique de Guinée, section territoriale du RDA, est né le 14 mai 1947 sous la véranda d'une modeste concession Lenguébougni du quartier Boulbinet à Conakry.

On s'en souvient, Ahmed Sékou TOURE en a été le 4^{ème} Secrétaire Général en 1952 après Madeira KEITA, Amara SOUMAH, et Fodé Kotigui TRAORE.

A la faveur du réveil du sursaut national au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, le PDG est l'un des Partis politiques que la Guinée ait connus. Mais parmi ces mouvements politiques, le mérite du PDG aura été qu'il fut le seul Parti qui se soit mis au-dessus des contingences ethniques et régionalistes dès sa création.

Les fondateurs avaient en effet, la ferme conviction que la libération de chacune des communautés composant la Guinée tout entière, passait nécessairement par la conception et l'organisation d'une arme efficace de combat à l'échelon territorial contre le mal commun : le fait colonial.

A partir du 16 juin 1947, date de la composition de son premier comité directeur, le PDG-RDA s'était donné une ambition à la dimension nationale et révolutionnaire. Oui, ambition révolutionnaire parce que le PDG s'était résolument engagé dans la lutte.

Il s'agissait de lutter contre les structures sociales devenues caduques : le tribalisme, la féodalité ;

Il s'agissait de lutter pour l'émancipation de la Femme, la responsabilisation de la Jeunesse, la décastisation de la société.

Il s'agissait de la lutte pour la conquête de la souveraineté nationale, la reconstitution de la communauté africaine libre.

C'est ce programme en faveur d'un changement structurel progressiste de la société adopté par tout le Peuple qui conduit la Guinée à l'indépendance le 28 septembre 1958 condamnant ainsi à mort la communauté Franco-africaine avant même sa naissance.

Nous ne nous laisserons jamais de rendre l'hommage mérité à ces hommes et femmes de toutes religions, de toutes ethnies et de toutes nos régions, qui ont mené ce noble



combat émancipateur et libérateur avec des cœurs vaillants ; ceci sous la direction du Camarade Ahmed Sékou TOURE, Serviteur Responsable Suprême de la Révolution et de ses fidèles compagnons Elhadj Saifoulaye DIALLO, Hadja Maforé BANGOURA et Elhadj Lansana BEAVOGUI et tant d'autres connus ou anonymes.

Ils sont désormais des immortels dans l'histoire éternelle de notre patrie africaine de Guinée.

76 ans de lutte ! Les objectifs du PDG ont-ils été atteints ?

Le Parti a certes connu un passé glorieux dans la guerre d'indépendance et dans l'édification d'une Nation libre et prospère. Des faits indéniables jalonnent ce passé. L'histoire retiendra en effet que :

Le Peuple de Guinée s'est libéré du joug colonial grâce à l'organisation du PDG ;

Le Peuple de Guinée a su s'organiser malgré les multiples adversités auxquelles il a été confronté et la Guinée par son Parti a construit son bien-être collectif.

A partir de l'Etat créé le 2 octobre 1958, la Guinée s'est forgé une Nation. Et la reconstruction de la jeune Nation malgré des conditions d'hostilité extrême, a pris le départ sur tous les plans. Ainsi la Guinée libre et indépendante s'est alors forgé un prestige incontestable en Afrique et dans le monde et a créé les conditions de base pour son progrès économique, politique et socioculturel.

Voilà les étapes atteintes par le PDG dans son programme

de lutte.

Que lui reste-t-il à faire à présent ?

Par expérience, le PDG sait que dans la vie de l'homme et dans la vie des Peuples, il y a des hauts et des bas, des moments de grandes joies et des périodes d'épreuves. Tous ces acquis sont défendables, au risque de les voir remis en cause. C'est pourquoi nous saluons le courage et la détermination révolutionnaire des camarades de la relance du Parti de 1992, en l'occurrence le Camarade Secrétaire Général Elhadj Ismaël Ghoussein et ses compagnons Elhdj Biro Kanté, Elhadj Momo Bangoura et tant d'autres connus ou anonymes. Camarades !

La construction du bonheur du Peuple est une œuvre de longue haleine. Le combat pour la paix, la justice et le développement doit donc continuer pour la conquête de nouvelles étapes en prenant en compte les exigences de la nouvelle génération. Ces étapes sont entre autres :

L'élimination de tout courant d'idées et d'actions susceptibles de compromettre la cohésion nationale dans une République Unie, Forte et Indivisible ;

La Mystique du travail à tous les niveaux et la bonne gestion des affaires de l'Etat et de la Nation pour l'accroissement du revenu national, et sa répartition équitable entre les fils et filles de la Nation, entre les communautés et régions de notre pays ;

Pour être précis, il est devenu urgent d'engager aujourd'hui plus qu'hier une autre

Révolution et ce, sur tous les fronts pour un développement accéléré de notre pays. A cet égard il est impérieux de faire éviter à la jeunesse le fléau qui prend de l'ampleur maintenant : le chômage, la drogue, le banditisme et le vol, la criminalité en un mot la déchéance sociale et donc l'exclusion. Ces facteurs constituent des terreaux favorables à la déstabilisation de toute notre Nation. Déjà les signaux de cette autodestruction étaient perceptibles après le coup d'Etat de l'ivrogne soldatesque du 3 avril 1984. Aujourd'hui, la situation de la jeunesse est devenue inquiétante avec les révélations récentes qui attestent que le mal a atteint toutes nos couches sociales, même celles dont on ne soupçonnait guère la vulnérabilité.

La Guinée doit s'autosuffire sur le plan alimentaire riche qu'elle est en terres fertiles, en eau et en ressources humaines. Elle doit être capable de nourrir sa population, et offrir en retour des revenus importants en zones rurales et y créer des bases du développement durable ;

La Guinée doit pouvoir donner de l'eau et de l'électricité à ses populations, s'inscrire dans la ligne des objectifs de développement du millénaire et créer ainsi les bases d'un développement industriel ;

La Guinée d'Ahmed Sékou Touré doit accélérer la construction de la CEDEAO des Peuples, ainsi que d'une Afrique Unie, Solidaire et Prospère, dans un monde débarrassé à jamais de toute subordination, plus précisément la concrétisation des Etats-Unis d'Afrique.

Camarades militants et sympathisants du PDG,

Depuis le coup de force militaire de la branche coloniale de l'armée guinéenne en 1984, la Direction nationale du Parti n'avait pas encore posé un véritable débat public sur son patrimoine national : entre autres ses avoirs et sa permanence nationale.

Qu'on nous permette de rappeler que la permanence nationale du parti est confisquée à la faveur du coup d'Etat du 03 avril 1984.

Cette permanence nationale (faisant office de la Direction Nationale des Archives et du Ministère des Sports et de la

Culture), à compter de cette date est bel et bien la propriété exclusive du Parti Démocratique de Guinée du R a s s e m b l e m e n t Démocratique Africain "PDG-RDA" acquise en 1947 à la création de la section Guinéenne du Rassemblement Démocratique Africain "RDA" qui, quant à lui fut créé les 18 et 22 octobre 1946 à Bamako.

Il convient de rappeler ici que le président Son Excellence Houphouët Boigny alors président du "RDA", a gracieusement offert ces locaux à la section territoriale du RDA en présence d'autres membres du RDA :

Mamadou Madeira Keita, Secrétaire General du parti d'alors ;

Ouezzin Koulibaly de la Haute volta, actuel Burkina Faso ;

Mamadou Konaté du Mali.

Après les avoir achetés, pendant que le Camarade Ahmed Sékou Touré était vice-président de cette institution Africaine de la colonisation, pour servir de siège permanent au "PDG-RDA".

Après 39 ans de confiscation injuste par l'Etat guinéen, la Direction nationale du Parti pour ses 76 ans d'existence déclenchera dans les jours et mois à venir des actions légales en vue de rétablir le PDG-RDA dans ses droits de propriété.

Camarades militants et sympathisants,

Restons mobilisés derrière notre intrépide Camarade Secrétaire Général Mohamed Touré retenu injustement aux Etats-Unis d'Amérique pour aller vers la reconquête effective par les urnes du pouvoir d'Etat qui nous a été lâchement retiré par les armes.

Vive le PDG-RDA !

Hommage Eternel au Président Ahmed Sékou TOURE et à ses compagnons !

Prêt pour la Révolution !

La lutte continue jusqu'à la victoire finale. », peut-on lire dans le discours du PDG-RDA.

Samuel Demba. D

FONCTION PUBLIQUE

Selon le ministre Yombouno, il n'y a pas de recrutement pour le moment

Le passage des ministres du gouvernement Goumou devant le Conseil National de la Transition, s'est poursuivi le mercredi 10 mai 2023 à l'hémicycle du palais du peuple de Conakry. L'invité de la représentation nationale de la semaine, était le ministre du Travail et de la Fonction Publique. A l'image de ses prédécesseurs, Julien Yombouno a été soumis à une série de questions (36) orales et écrites liées au département qu'il dirige.

A la tête du département de la Fonction Publique depuis octobre 2021, le ministre Julien Yombouno a engagé plusieurs réformes notamment dans le secteur de l'assainissement du fichier des fonctionnaires. Dans lequel fichier, le patron du ministère du Travail a relevé plusieurs anomalies : des cas de doublon, fictifs, des décédés non radiés, double fonction, des absences salariées, abandon de poste, entre autres. Ceci lui a permis d'extirper à date près de 17 mille agents.

« Et le mal dans tout ça, ce ne sont même pas leurs familles qui bénéficient de leur argent. C'étaient des individus de mauvaise foi. Jusqu'à maintenant, les méthodes que nous avons utilisées sont rudimentaires. Il fallait renforcer ces contrôles pour détecter toutes les places vides et vacantes à travers la méthode moderne qui est la biométrie.



Les effectifs qu'on vous donne pourraient être à des exceptions près vraies », a mentionné le ministre.

Mais à quand l'organisation d'un concours à la fonction publique après l'extirpation de près de 17 mille agents jugés

irréguliers dans le fichier ? Julien demande aux étudiants diplômés de prendre leur mal en patience.

« C'est à l'issue de cette biométrie qu'on va avoir une prise en main des effectifs de la masse salariale de la

fonction publique. Cela nous permettra exactement de savoir est-ce que les plus de 104 mille fonctionnaires qu'on a aujourd'hui sont vrais ou faux. On doit prendre encore notre mal en patience. Les diplômés sans emploi, les

jeunes,... chacun de nous est concerné. Le problème de chômage, même dans la rue ça s'observe. Moi j'en ai trois, ma première fille a terminé ses études depuis 2015 mais elle ne travaille pas, pour votre information. Mais la loi, c'est la loi, elle s'applique à tout le monde. (...) Nous sommes bien conscients qu'il y a eu beaucoup de places vacantes et il y en aura après la biométrie mais il faut d'abord savoir c'est combien ces places vacantes et quelle est la masse salariale avant d'organiser un éventuel concours de recrutement. Si on a attendu depuis plusieurs mois, donnez-nous la chance parce que ce que je dis ici, n'engage pas que moi, ça engage tout le monde, même les pères de famille », a-t-il prévenu.

Samuel Demba. D

CNT

Les débats d'orientation sur la constitution se tiennent du 15 au 30 mai

Le président du Conseil National de la Transition, Dr Dansa Kourouma, a annoncé le samedi 13 mai 2023, que les débats d'orientation sur la nouvelle Constitution se dérouleront du 15 au 30 mai 2023 à l'Hémicycle du palais du peuple. C'était à la faveur d'une conférence de presse.



Parmi les personnalités et les entités qui prendront part à ces débats d'orientation sur la

constitution, l'on peut citer notamment : les conseillers nationaux, les coalitions politiques ; le Secrétaire

général de l'Union Parlementaire; les organisations de la société civile ; les organisations syndicales et patronales ; les associations de presse ; les universitaires; les organisations socioprofessionnelles ; les organisations de jeunes et de femmes ; les coordinations régionales ; les chefs religieux ; les institutions de la République ; l'association des communes de Guinée; les forces de défense et de sécurité.

Le président du CNT Dr Dansa Kourouma a fait savoir que ces débats visent entre autres à garantir à la nouvelle Constitution, l'adéquation de son contenu à la dynamique de l'évolution des réalités sociopolitiques, économiques

et culturelles du pays ; la prise en compte des opinions et aspirations dominantes des populations; la solidité et la stabilité des institutions. Ce qui, selon lui, aura non seulement pour finalité d'avoir un cadre de dialogue entre le CNT et les acteurs concernés, mais aussi rédiger un rapport global des échanges à mettre à la disposition de la commission de rédaction de l'avant-projet de Constitution pour toutes fins utiles. La rédaction d'une nouvelle Constitution et son adoption par voie référendaire sont des

tâches à exécuter pendant cette transition dont la conduite par le colonel Mamadi Doumbouya est vivement contestée par les Forces vives de Guinée reconstituées autour du RPG Arc-en-ciel, de l'UFDG et de l'UFR et du FNDC dissous officiellement par le MATD. Ce qui amène certains à se demander si ces entités sociopolitiques opposées au CNRD et à son gouvernement accepteront de prendre part à ces débats initiés par le CNT. Attendons de voir.

Kéfina Diakité

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

MANIFS DES FORCES VIVES DE GUINÉE

Dr Dansa Kourouma prie pour les victimes

Devant la presse le samedi 13 mai 2023 pour annoncer les couleurs du débat d'orientation constitutionnel qui va se tenir à l'hémicycle du Palais du peuple entre le 15 et 30 mai, le président du Conseil National de la Transition a réagi face aux tueries perpétrées lors des manifestations.



Décidément, Dr Dansa Kourouma est très choqué par rapport aux cas de mort chaque fois qu'il y a un appel à manifester des Forces Vives de Guinée. C'est

pourquoi il appelle chaque partie à la retenue pour donner une chance à cette transition.

« Je suis peiné chaque fois qu'un Guinéen décède. C'est pourquoi nos

plénières commencent par une minute de silence à la mémoire de tous ceux qui sont décédés. Nous devons ensemble faire ce travail de la transition pour que cette instabilité politique soit un

vieux souvenir. Si les Guinéens aspirent à la paix et à la démocratie, donnons une chance à cette transition pour qu'elle permette de mettre en place des institutions résilientes. Je vais vous assurer quand on réussit une seule transition dans un pays, on va bouter hors l'instabilité politique. Mais si nous racommodons les transitions, décidément, les mêmes causes produiront les mêmes effets », a-t-il déclaré.

Le président du CNT ne veut pas revoir ces cas pareils. Avec un bilan lourd de sept morts, des dizaines de blessés et des cas d'arrestation, il demande au Tout-puissant d'accorder sa grâce à ces victimes.

« Ceux qui sont morts, que Dieu les accueille au paradis ! Nous devons tous travailler pour ne pas qu'il ait des situations qui entraînent la mort ; nous devons prévenir les morts et ces blessés ; et c'est par le dialogue, la confiance et le patriotisme qui peuvent nous aider à créer un environnement apaisé où il n'y a pas de violence parce que la violence engendre la violence ».

Pendant ce temps, les FVG continuent à multiplier de façon discontinue, les appels à manifester pour disant-elles, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Samuel Demba. D

PROCÈS DES ÉVÉNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE

Une victime dit avoir vu les militaires tirer sur les gens

Le procès des événements tragiques du 28 septembre 2009 se poursuit au tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la cour d'appel de Conakry. Le mercredi 10 mai 2023, ce fut au tour de Mamadou Baldé, marchand de son état, qui dit avoir été victime de coups et blessures lors des événements tragiques du 28 septembre 2009, de donné sa version des faits. Il dit avoir vu les militaires tirer sur les gens et qu'il a eu un bras fracturé.

« J'ai vu des militaires tirer sur des gens. Ceux qui portaient le maillot de Chelsea assommaient des gens avec les couteaux. J'étais obligé de me faire passer pour mort, je suis allé m'allonger auprès des morts. Quand j'étais couché là-bas, j'ai vu un monsieur qui est venu s'arrêter au-dessus de nous dire au téléphone d'envoyer des camions qu'il y a eu

beaucoup de morts au stade. Ce monsieur était habillé en civil. J'ai été frappé par les hommes qui portaient le maillot de Chelsea. J'ai escaladé le mur et je m'en suis sorti avec 11 blessures et un bras fracturé », a-t-il témoigné.

Après que la victime ait fini de répondre aux questions des parties, le juge du tribunal, Ibrahima Sory 2

Toukara, a renvoyé l'affaire au 15 mai prochain pour la suite des débats. Pour rappel, les onze accusés dans cette affaire criminelle sont : Moussa Dadis Camara, Marcel Guilavogui, Toumba Diakité, Blaise Goumou, Moussa Tiégboro Camara, Claude Pivi, Paul Mansa Guilavogui, Mamadou Aliou Keita, Ibrahima Camara dit Kalonzo, Abdoulaye Chérif Diaby, Cécé Raphaël Haba. Après leur comparution, ce sont les victimes qui défilent désormais à la barre pour raconter ce qui leur est arrivé le 28 septembre 2009 au stade du même nom.

Mamadou Saïdou

MANIFS DES FVG
Mariam Diallo pleure son fils Boubacar tué à Bomboly

La liste des victimes des manifestations de rue ne fait que s'allonger en Guinée. Boubacar Diallo, 17 ans, élève en classe de 10^{ème} fait partie de ceux qui ont perdu la vie lors des manifs des 10 et 11 mai, à l'appel des Forces vives de Guinée. Selon ses proches, il aurait reçu le coup fatal aux environs de 17 heures, à Bomboly.

« Mes enfants ne sortent pas de la cour, tous les voisins savent que je veille sur mes enfants pour ne pas qu'ils sortent dans la cour, à commencer par les filles en plus les garçons. Je n'ai pas honte de dire ça devant Dieu, je contrôle parfaitement bien mes enfants. Il a été fusillé derrière la cour, c'est là-bas la balle mortelle l'a trouvé. Nous étions ensemble derrière la cour, je l'ai laissé là-bas pour acheter du pain. Lorsque je quittais pour acheter du pain j'ai entendu les coups de feu, j'ai eu peur de rentrer à la maison et lorsque ma fille m'a appelé au téléphone, il y avait beaucoup de bruit, je n'ai pas entendu ce qu'elle disait, j'ai raccroché en disant il ne faut pas avoir peur je vais rentrer dans une concession ici et dès que les tirs s'arrêtent je vais

rentrer à la maison... C'est sur le chemin de retour j'ai constaté des mouvements, des va-et-vient des gens et j'ai croisé quelqu'un qui a dit voilà la maman de la victime et une fois derrière la cour ils disaient ne pleure pas, remets toi à Dieu, tu sais tu as la tension. J'ai demandé que se passe-t-il ? Ils ont dit que c'est sur ton fils Boubacar ils ont tiré, je suis rentré et eux ils sont allés à l'hôpital... », a relaté Mariame Diallo, la mère de Boubacar Diallo, tué à Bomboly. Beaucoup se demandent, avec inquiétude, à quand la fin de ce cycle manifestations-répressions à Conakry. Une situation qui devrait interpeller les autorités et les acteurs sociopolitiques à tous les niveaux.

Mamadou Saïdou

Le Diable vous fait craindre l'indigence et vous commande des actions honteuses; tandis qu'Allah vous promet pardon et faveur venant de Lui. [...]

BURKINA FASO

Plus de 30 civils tués dans une nouvelle attaque dans l'ouest du pays

Au Burkina Faso, une nouvelle attaque a fait au moins 33 morts, tous civils, jeudi 11 mai, dans un village situé dans l'ouest du pays.



Cest le village de Youlou, dans le département de Tchériba, situé dans la province du Mouhoun.

L'annonce en a été faite, samedi 13 mai, par le gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun. Dans un

communiqué, Babo Pierre Bassinga dénonce « une attaque lâche et barbare ». L'attaque s'est déroulée, jeudi, vers 17h00, heure

locale. « Des hommes armés ont pris pour cible les paisibles citoyens occupés à leurs activités de maraîchage au bord du fleuve », affirme le gouverneur qui fait état d'un bilan provisoire déjà très lourd, 33 civils tués. Babo Pierre Bassinga précise que « des actions de sécurisation sont en cours ».

Jointes par l'AFP, des sources locales confirment la présence, dans la zone, d'hommes « lourdement armés », circulant à motos. Ces assaillants auraient tiré sur les maraîchers sans distinction, relatent ces mêmes sources qui précisent que les victimes ont été inhumées vendredi.

Le pays est encore régulièrement la cible d'attaques de jihadistes présumés, dans certaines zones, en particulier l'Est, le Centre-Est et le Nord où plusieurs attaques ont eu lieu, ces dernières semaines, faisant de nombreux morts, notamment chez les supplétifs civils de l'armée et chez les militaires.

Signe que la situation sécuritaire est toujours extrêmement tendue, l'état d'urgence en vigueur, depuis mars, dans 8 régions des 13 régions du pays, a été prolongé vendredi de 6 mois par l'Assemblée nationale.

RFI

MANIFS DES 17 ET 18

Ce que les chefs religieux demandent aux Forces Vives de Guinée

Les chefs religieux de Guinée poursuivent leurs efforts de médiation et d'interpellation pour préserver la paix et la quiétude dans le pays afin de permettre la tenue d'élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Le dimanche 14 mai, ils ont rencontré le Premier ministre, Dr Bernard Goumou. Une rencontre au terme de laquelle ils ont fait une déclaration pour non seulement déplorer les événements douloureux des 9, 10 et 11 mai mais aussi appeler les FVG, à surseoir à leurs manifestations prévues les deux prochaines semaines.

« Les chefs religieux de Guinée déplorent avec amertume et tristesse, la mort de certains Guinéens, les violences faites aux forces de l'ordre et la destruction des biens publics et privés chose qui n'honore pas notre pays. Les chefs religieux de Guinée présentent leurs condoléances aux victimes des différentes manifestations et souhaitent prompt rétablissement aux blessés. Ils invitent tous les acteurs politiques et sociaux à la retenue et

souhaitent que chance soit donnée aux pourparlers entamés depuis le 13 mars 2023 », ont-ils indiqué. Ils se sont par ailleurs réjouis de la libération des activistes Foniké Mengué et Cie, tout en invitant les Forces vives à surseoir à leurs manifestations prévues pour les semaines prochaines.

« Les chefs religieux exhortent les acteurs des forces vives à se résoudre à rejoindre le cadre de dialogue inclusif, comme envisagé lors des négociations afin de



poursuivre la recherche de solutions à toutes les préoccupations dans un esprit de quiétude et de concorde nationale. Les chefs religieux, réaffirment

leur disponibilité à poursuivre leur rôle de médiation afin de maintenir la quiétude sociale au sein de notre pays. », peut-on lire dans leur déclaration.

Reste à savoir si cet appel tombera dans des oreilles attentives.

Mamadou Saïdou

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

JEÛNER POUR « RENCONTRER JÉSUS » AU KENYA **Le bilan s'alourdit à 179 morts**

Un tribunal a ordonné mercredi le maintien en détention du pasteur impliqué dans l'affaire, Paul Nthenge Mackenzie.



Les enquêteurs kényans ont découvert 29 corps supplémentaires vendredi, portant à 179 morts le bilan du « massacre de Shakahola »

dans une forêt du sud-est du Kenya, où se réunissait une secte dont le chef prônait le jeûne pour « rencontrer Jésus ».

La police estime que la plupart des corps découverts près de la ville côtière de Malindi sont ceux d'adeptes de la secte de Paul Nthenge Mackenzie, un ancien chauffeur de taxi, autoproclamé « pasteur » de l'Eglise Internationale de Bonne Nouvelle (Good News International Church) qu'il a créée.

La préfète de la région Rhoda Onyancha, qui a annoncé le dernier bilan, a ajouté que personne n'avait été secouru

vendredi dans cette région boisée.

De fortes pluies avaient interrompu les opérations de recherche et d'exhumation la semaine dernière, qui n'ont repris que mardi.

Quelque 25 personnes, dont M. Mackenzie et des hommes de main chargés de vérifier qu'aucun adepte ne rompait le jeûne ou ne s'échappait de la forêt, ont été arrêtées, selon Mme Onyancha.

Un tribunal a ordonné mercredi le maintien en détention de Paul Nthenge Mackenzie.

Le juge de Mombasa (sud-est) a ordonné la prolongation de la détention du « pasteur » Mackenzie et de 17 co-accusés, dont sa femme, pour une durée de 30 jours à compter du 2 mai, date à laquelle ils avaient comparu devant le tribunal. Le « pasteur » de 50 ans s'était rendu à la police le 14 avril.

Il ressort des autopsies pratiquées sur les premiers corps que la plupart des victimes sont mortes de faim, vraisemblablement après avoir suivi les prêches de Paul Nthenge Mackenzie.

Certaines victimes, dont des enfants, ont toutefois été étranglées, battues ou étouffées, a indiqué récemment le chef des opérations médico-légales, Johansen Oduor.

Les autopsies ont également révélé qu'il y avait « des organes manquants sur certains des corps », selon le Directoire des enquêtes criminelles qui évoque « un trafic d'organes humains bien coordonné impliquant plusieurs acteurs ».

Toutefois, le ministre de l'Intérieur Kithure Kindiki a appelé à la prudence à ce sujet, affirmant qu'il s'agissait d'« une théorie sur laquelle nous enquêtons ».

Ce massacre a ravivé le débat sur l'encadrement des cultes au Kenya, pays en majorité chrétien qui compte 4.000 « églises », selon des chiffres officiels.

Le président William Ruto a créé un groupe de travail chargé de « l'examen du cadre légal et réglementaire régissant les organisations religieuses ».

AFP

FORCES ARMÉES GUINÉENNES **Le ministère de la Défense nationale dément des rumeurs d'arrestation du général Sadiba Koulibaly**

Dans un communiqué publié dans la presse, le ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale, le général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara "Idi Amin" a formellement démenti les rumeurs d'arrestation de l'ancien chef d'état-major général des armées, le général Sadiba Koulibaly.

Quelque temps après son limogeage du poste de ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire, des rumeurs ont circulé dans la ville, sur les réseaux sociaux faisant état de l'arrestation du Général Sadiba Koulibaly. Il y en a qui ont prétendu que le Général est détenu à la résidence de l'ancienne Première dame feu Djènè Kaba Condé, après le retrait de sa garde rapprochée. Le ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale, le général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara "Idi Amin", a cru devoir publier un communiqué pour démentir formellement ces rumeurs.

« Suite au décret no D/2023/0116/PRG/CNRD relatif à la dissolution du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) basé à Soronkony dans la

3ème région militaire de Kankan, le Ministère de la Défense Nationale tient à informer l'opinion nationale et internationale que cette unité n'existait que de nom. Sa dissolution n'est qu'une mesure administrative prise par le Président de la transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées et ce, conformément à la charte de la transition et aux statuts des Forces Armées Guinéennes », lit-on dans le communiqué qui précise que le Général Sadiba Koulibaly n'est ni inquiété ni privé de sa liberté. Le communiqué indique par ailleurs que l'Armée Guinéenne est en train de se restructurer, ce qui nécessite des changements et la création d'unités en fonction des besoins de défense.

« Ainsi, conformément à la charte de la transition et aux statuts des armées, ces décisions relèvent de l'imperium du Président de la transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées », indique-t-on dans le communiqué.

Mamadou Saïdou

COMMUNIQUE

Dr Moro Achiou SIDIBE, ophtalmologiste tradi-praticien spécialiste de traitement de maux d'yeux.

Fini votre problème d'affection oculaire, informe toute la population guinéenne qu'il est à leur disposition pour toutes les maladies à savoir : vision floue, cataracte, tension oculaire, presbytie, le larmolement, taie, inflammation, hypermétropie, onchocercose, conjonctivite, démangeaison, trachome, faiblesse sexuelle, hémorroïde interne et externe, stérilité, marra, règle douloureuse et toute autre infection d'homme et femme.



La cataracte se soigne en moins de cinq minutes.

Sa clinique se situe au carrefour ex hôtel Ghessia, cité de l'air près de la station STAR non

loin de l'arrêt bus, ouvrable tous les jours de 8h à 19h.

Contacts :
628-21-46-14
664-24-54-37



MANO RIVER UNION UNION DU FLEUVE MANO



AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP

Bureau de la Secrétaire Générale

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET (RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL) (Les candidatures féminines sont fortement encouragées)

Poste ouvert aux Ressortissants des pays de l'Union du Fleuve Mano
(Sierra Leone, Liberia, Guinée, Côte d'Ivoire)

Projet de création d'écosystèmes d'affaires inclusifs pour la stabilisation
et la transformation dans l'Union du Fleuve Mano (BI-BEST) - Assistance
technique et développement des capacités

Secteurs : GENRE
Référence convention de financement : 59001550168
No ID Projet: P-Z1-IDO-009
No REF: EOI - AfDB/MRU/BI-BEST-0027
DATE DE PUBLICATION : Lundi, 8 Mai 2023

Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano a reçu une subvention du Fonds Africain de Développement pour mettre en œuvre le Projet de Construction d'Ecosystèmes Commerciaux Inclusifs pour la Stabilisation et la Transformation (BI-BEST) dans la région de l'Union du Fleuve Mano (UFM). Le Secrétariat sert également d'Agence d'Exécution pour la Composante Régionale de la Phase 3 du Programme de Développement Routier et de Facilitation des Transports de l'Union du Fleuve Mano. Le Secrétariat de l'UFM a l'intention d'appliquer une partie du montant convenu pour cette subvention aux versements au titre du contrat de recrutement d'un **Spécialiste de Passation des Marchés pour fournir des conseils sur les passations des marchés et gérer les activités de passations des marchés pour les deux projets.**

Les services à fournir dans le cadre de la mission comprennent les éléments suivants :

- * Mettre en place un système de gestion de la passation des marchés des projets sur la base des directives et des procédures de passation des marchés dans le cadre des projets financés par la Banque Africaine de Développement (BAD) conformément aux dispositions des accords respectifs, pour la passation des marchés de biens, de travaux et de services autres que de conseil et prestations de conseil ;

- * Établir un système de suivi de passation des marchés pour les projets afin de surveiller la mise en œuvre des activités de passation des marchés afin de fournir des mises à jour régulières et crédibles ;

- * S'assurer de l'utilisation des documents de passation des marchés standard de la BAD, préparer les documents d'appel d'offres et les demandes de propositions (DP), les demandes de devis, les lettres d'invitation, les clarifications/amendements aux documents de passation des marchés requis pour les projets ;

- * Diriger et faciliter divers processus de passation des marchés, y compris l'évaluation des offres, la préparation des procès-verbaux des comités d'évaluation et des réunions de négociation, les rapports d'évaluation, les décisions d'attribution des contrats, etc. ;

- * En consultation avec les organismes bénéficiaires du projet, préparer et mettre à jour les plans et budgets annuels de passation des marchés des projets conformément aux spécifications et aux exigences de la BAD ;

- * Établir un registre des fournisseurs et consultants qualifiés et mettre à jour périodiquement ce registre pour faciliter les annonces, les sollicitations et l'établissement de listes restreintes en cas de besoin ;

- * En consultation avec les institutions bénéficiaires, coordonner la préparation des termes de référence (TdR), des spécifications techniques en utilisant la documentation standard, comme recommandé dans les accords respectifs ;

- * Faciliter les processus de passation des marchés, y compris ceux des procédures d'appel d'offres international et national, en veillant au respect du seuil des méthodes de passation des marchés convenues, des exigences d'examen préalable spécifiques aux projets et des montants seuils globaux convenus pour les méthodes de passation des marchés moins compétitives ;

- * Assurer une gestion efficace et efficiente de tous les contrats dans le cadre des deux projets avec des mécanismes administratifs adéquats pour le suivi de l'exécution des contrats ;

- * Préparer des rapports de passation des marchés mensuels, trimestriels, semestriels et annuels ;

- * Participer aux réunions des comités d'appel d'offres en veillant à ce que les décisions de passation des marchés soient conformes aux exigences de la BAD et, le cas échéant, aux lois nationales applicables. De plus, s'assurer que les critères pertinents et la capacité de se conformer aux termes et conditions sont pris en considération lors de l'évaluation des offres ;

- * Lié à la composante régionale de la phase 3 du Programme de Développement Routier et de Facilitation des Transports de l'Union du Fleuve Mano (MRU/RDTFP), assurer la liaison avec le spécialiste de la passation des marchés des agences d'exécution des 3 pays (Sierra Leone Road Authority pour la Sierra Leone, Ministère des Travaux publics (Libéria) et Ministère des Travaux publics (Guinée) pour s'assurer que toutes les passations des marchés requises sont conformes aux accords de financement ;

- * Préparer et maintenir des registres d'actifs pour tous les actifs achetés dans le

cadre des projets financés par la Banque ;

- * Établir et maintenir un système central de classement des passations des marchés (à la fois électroniquement et manuellement), et s'assurer que tous les documents connexes sont inclus dans les dossiers respectifs, afin de faciliter la récupération des informations et la facilité de suivre la piste des passations des marchés par des auditeurs externes indépendants ou des agents ;

- * Répondre aux besoins de formation et de renforcement des capacités du personnel chargé de la passation des marchés des organismes bénéficiaires et d'autres parties prenantes identifiées afin d'assurer la durabilité à long terme des résultats du projet, en vue de renforcer les capacités et les compétences du personnel, de combler les lacunes en matière de compétences et également de soutenir le renforcement institutionnel ;

- * Effectuer toute autre tâche pertinente pouvant être assignée de temps à autre par le coordonnateur de projet.

Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano invite désormais les candidats éligibles à manifester leur intérêt pour ce poste et les femmes sont fortement encouragées à postuler. Les candidats intéressés doivent fournir des informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (un curriculum vitae à jour, une lettre de motivation au coordinateur du projet comprenant une liste d'au moins trois références. La formation et l'expérience minimales comme suit:

- * Diplôme minimum de maîtrise en logistique ou expérience de terrain connexe.

- * Un minimum de 7 ans dans les pratiques et procédures de passation des marchés publics et un minimum de 5 ans d'expérience dans le traitement, la gestion des processus de passation des marchés pour des projets financés ou administrés par des donateurs ;

- * L'adhésion à un institut reconnu lié à la passation des marchés tel que Chartered Institute for Procurement & Supply (CIPS) ou Institute for Supply Management (ISM) sera un avantage ;

- * Une connaissance/expérience des procédures de passation des marchés de la Banque Africaine de Développement/d'autres organisations internationales de développement serait un atout supplémentaire ;

- * Démontrez des compétences informatiques, connaissance de la suite Microsoft Office en particulier, Word, Excel et PowerPoint.

Autres Qualités ou Exigences

- * Démontrez une capacité de rédaction de rapports de haut niveau/stratégique est indispensable ;

- * Démontrez une capacité à transmettre des compétences et des connaissances, une formation antérieure ou une expérience d'enseignement est un plus ;

- * Une grande maîtrise de l'utilisation de Microsoft Excel est indispensable ;

- * Très bonnes compétences en gestion du temps et capacité à effectuer plusieurs tâches et à travailler sous la pression du temps ;

- * Démontrez une capacité à communiquer des idées et des analyses avec clarté et tact, tant à l'oral qu'à l'écrit ;

- * Maîtrise de l'anglais, y compris compétences démontrées en rédaction de rapports ;

- * Capacité à travailler efficacement dans un environnement axé sur le travail d'équipe ;

- * Démontrez une capacité à se familiariser rapidement.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection doivent être conformes à la politique de passation des marchés de la Banque africaine de développement datée d'octobre 2015, qui est disponible sur le site web de la Banque Africaine de Développement à l'adresse <http://www.afdb.org>.

Les candidats intéressés peuvent obtenir de plus amples informations à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau (09.00 - 17.00 heures).

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous avant le **26 Mai 2023 à 12h00** et mentionner « **Manifestation d'intérêt pour : Poste de Spécialiste en Passation des Marchés** ».

Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano

32 S Spur Loop, Wilberforce, Freetown

Rep. de la Sierra Leone

Tel : +232 76-503-112

E-mail : job@mru.int

Cc : fnyuma@mru.int

info@mru.int

Site web : www.mru.int

GUINÉE

Sept morts par balle après une manifestation sanglante contre la junte militaire

Une manifestation contre la junte militaire arrivée au pouvoir après le coup d'État de 2021 a dégénéré en heurts. Sept personnes ont été tuées par balle et une trentaine d'autres ont été blessées.



Les manifestations de mercredi 10 mai 2023 en Guinée contre la junte au pouvoir ont tué sept personnes et fait plus de 30 blessés par balle, a annoncé le collectif d'opposition qui les a

organisées malgré une médiation religieuse en cours. Les autorités guinéennes, jointes mercredi soir pour confirmer ou infirmer le bilan donné par les Forces vives de Guinée, collectif

formé de partis, de syndicats et d'organisations de la société civile, étaient injoignables.

Le collectif a annoncé « l'assassinat de sept

citoyens par balle et de 32 blessés par balle dont 13 cas graves », dans un communiqué donnant « un bilan provisoire » transmis mercredi soir à l'AFP. Il fait également état de « 56 arrestations » et « appelle à la poursuite des manifestations pacifiques et citoyennes ce jeudi 11 mai », dans ce communiqué.

Les affrontements ont fait au moins huit blessés parmi les manifestants et deux dans les rangs des forces de l'ordre, avait auparavant indiqué à l'AFP une source médicale qui a réclamé l'anonymat par crainte pour sa sécurité.

Les Forces vives de Guinée ont appelé le 3 mai à une reprise des manifestations contre la junte au pouvoir depuis 2021 avec une série de protestations à Conakry et dans le pays à partir de

ces dernières sont souvent meurtrières.

Des groupes de jeunes très mobiles ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre qui répliquaient en lançant des gaz lacrymogènes dans plusieurs quartiers de la capitale. Des témoins ont rapporté auprès de l'AFP des manifestations également à Labé (nord) et à Nzérékoré (sud-est).

Les Forces vives réclament l'ouverture d'un dialogue crédible en vue d'un retour rapide des civils à la tête du pays, la levée de l'interdiction de toute manifestation instaurée par la junte en 2022 et la libération de leurs membres emprisonnés ainsi que l'arrêt de ce qu'elles dénoncent comme un « harcèlement » judiciaire exercé par les autorités.

Net Afrique

BERLIN

Volodymyr Zelensky signe le rapprochement de l'Ukraine avec l'Allemagne

Après son déplacement hier à Rome, le président ukrainien est à Berlin ce dimanche 14 mai. Volodymyr Zelensky a été reçu ce matin par le président Steinmeier et par le chancelier Olaf Scholz. Cette visite a été précédée de l'annonce par l'Allemagne d'une aide militaire d'une ampleur inédite. Il s'agit de la première visite à Berlin de Volodymyr Zelensky depuis le début de l'invasion russe, l'Allemagne et l'Ukraine s'étant beaucoup rapprochées.

Les relations n'ont pas toujours été simples avec l'Allemagne à qui Kiev a reproché les premiers mois de temporiser, à commencer pour les livraisons d'armes. Le président Frank-Walter Steinmeier que Volodymyr Zelensky a rencontré en début de matinée, avait même été déclaré persona non grata en Ukraine où on lui reprochait dans le passé une politique jugée trop compréhensive à l'égard

du Kremlin.

Le président ukrainien a chaleureusement remercié Olaf Scholz lors d'une conférence de presse à la chancellerie pour le soutien de Berlin –des livraisons d'armements supplémentaires de 2,7 milliards d'euros ont été annoncées hier. L'Allemagne est le deuxième pays après les États-Unis concernant ces livraisons d'armes.

À la question de savoir si ces nouvelles livraisons

allemandes allaient permettre le lancement de la contre-offensive ukrainienne, Volodymyr Zelensky a répliqué que quelques visites supplémentaires à l'étranger étaient encore nécessaires pour que son pays soit prêt.

Le président ukrainien veut aussi obtenir le soutien de différents pays pour obtenir des avions de combat et annonce qu'il se tournera vers l'Allemagne.

Berlin a jusqu'à présent rejeté de telles livraisons. Olaf Scholz et Volodymyr Zelensky doivent après leur rencontre s'envoler ensemble pour Aix-la-

Chapelle où le président ukrainien recevra le prestigieux prix européen Charlemagne.

RFI

« **Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.** »

Dan Millman